

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Protection sociale, droits sociaux (France) > Retraites (France) > **Pas de trêve pour Noël, pas de cadeaux pour le gouvernement !**

Pas de trêve pour Noël, pas de cadeaux pour le gouvernement !

dimanche 22 décembre 2019, par [NPA](#) (Date de rédaction antérieure : 18 décembre 2019).

Après les annonces d'Édouard Philippe mercredi 11 décembre, qui n'ont fait que confirmer ce que l'on savait déjà, le gouvernement, malgré la poursuite des grèves et le succès de la journée de mobilisation du 17 décembre, met désormais la pression pour que le mouvement s'arrête en fin de semaine. Des postures martiales et méprisantes, mais qui témoignent aussi du fait que le pouvoir vacille : après la démission de Delevoye, Macron et Philippe ne savent pas comment s'en sortir. Il faut savoir en profiter !

Maire, parlementaire, ministre de la Fonction publique sous Chirac, médiateur de la République, président du Conseil économique, social et environnemental... Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire aux retraites dans le gouvernement, affiche un bien beau cursus. Mais il a visiblement quelques « trous de mémoire », oubliant d'abord sa fonction d'administrateur au sein de l'Institut de formation de la profession de l'assurance, puis son siège au conseil d'administration de la Fondation SNCF, puis une dizaine d'autres mandats (comme l'a révélé le Monde).

Au-delà de l'itinéraire pas si singulier d'un homme de main des capitalistes passé par le RPR, l'UMP et aujourd'hui macroniste convaincu, le parcours de Delevoye éclaire parfaitement le fond du projet actuel : attaquer les retraites par répartition et toutes les solidarités afin que les grandes compagnies d'assurance, pourvoyeuses de retraites complémentaires coûteuses, mettent enfin la main sur le pactole de la protection sociale. Sa démission ne change rien au projet qu'il a largement contribué à construire, et l'on peut juste regretter qu'il n'ait pas emporté sa réforme avec lui.

Le pouvoir veut l'épreuve de force

Mercredi 11 décembre, au-delà de la répétition de mots bien mal employés (« égalité », « solidarité », « répartition », « justice »), les annonces d'Édouard Philippe ont confirmé que le prétendu « système universel » se traduira par une baisse des pensions (avec la prise en compte de l'ensemble des carrières et non des meilleures années), un allongement de la durée de cotisation (avec l'âge dit « pivot » à 64 ans) et une « harmonisation » par le bas avec la destruction des conventions collectives (fin des « régimes spéciaux »).

Après avoir refusé d'entendre le mouvement de grève reconductible qui a démarré il y a près de quinze jours, le gouvernement demande aujourd'hui aux agents de la SNCF et de la RATP d'arrêter la grève pour les fêtes de fin d'année... Ignoble chantage ! Si cette grève est difficile pour toutes, à commencer par les grévistes qui perdent de l'argent, c'est bien le pouvoir qui en porte la seule responsabilité, en cherchant à imposer coûte que coûte un projet de loi unanimement rejeté, même par les syndicats les plus ouverts au prétendu « dialogue social », et seulement soutenu par le Medef et les assureurs... Mais le mouvement tient bon et les enquêtes d'opinion confirment que le soutien à la mobilisation et l'opposition à la contre-réforme restent largement majoritaires !

Pour le retrait du projet, amplifions la grève !

Jusqu'à présent, les grévistes ont su éviter les manœuvres de division du gouvernement qui tente d'enfoncer des coins dans le mouvement : jouer les salariéEs du régime général contre celles et ceux des régimes spéciaux ; les hommes contre les femmes (réduites au passage au rôle de mère pour revaloriser leur pension) ; et surtout les salariéEs plus âgés, non impactés par la réforme systémique, contre les jeunes qui viennent ou vont rentrer dans le monde du travail... Nous sommes en réalité touTEs visés et il faut continuer, solidaires et déterminés, touTEs ensemble !

La nouvelle journée de grève nationale, mardi 17, a été massive, avec des taux de grévistes particulièrement élevés, des manifestations énormes, et une détermination intacte, voire accrue par la démission de Delevoye, qui a été fêtée dans les assemblées générales. Cette journée doit permettre de franchir une étape vers la grève générale, un blocage total du pays qui, seul, peut contraindre le gouvernement à reculer : à la fois consolider le mouvement de grève reductible dans les transports, l'étendre dans des secteurs comme l'éducation (où les quelques jours qui restent avant les vacances scolaires doivent être marqués par la grève et la mobilisation) ou le secteur hospitalier, et le construire dans de nouveaux secteurs. Avec les mésaventures de Delevoye, le pouvoir est fragilisé : pour dégager Macron et sa réforme des retraites, tout reste possible.

NPA

P.-S.

• Créé le Mercredi 18 décembre 2019, mise à jour Mercredi 18 décembre 2019, 10:46 :
<https://npa2009.org/actualite/politique/pas-de-treuve-pour-noel-pas-de-cadeaux-pour-le-gouvernement>